

La station-magasin de Mantes-Gassicourt 1914-1918

En vérité, dénommée ainsi par l'Armée, cette structure militaire se situe en totalité sur le territoire du village de Gassicourt, à l'Ouest, derrière le dépôt des machines. Une compagnie de la 22^e section de commis et ouvriers militaires d'administration (COMA en jargon de l'Armée) l'occupe. Comme toutes les stations-magasins françaises, elle est embranchée au chemin de fer, sur le triage de Mantes-Embranchement et sur les voies venant du Havre ou de Cherbourg.

Au recensement de Gassicourt en 1911, un officier et un sous-officier logent avec leurs familles en ville. En revanche, aucune information sur les appelés du contingent effectuant leurs deux années de service militaire. Le recensement stipule que la garnison ne doit pas être recensée.

La section-militaire dépend du 3^e Corps d'armée dont le quartier-général est à Rouen. Ce corps d'armée comprend tous les régiments de Normandie, ceux de Versailles et ceux de la partie ouest de la capitale. Le 3^e Corps d'armée appartient à la 5^e Armée, dite de Paris.

Lors de la guerre de 1870 contre l'Allemagne, qui s'était conclue par la défaite française, les 14 sections de COMA créées par Napoléon III, insuffisantes en nombre et pas ou peu équipées pour ravitailler la troupe par les chemins de fer, n'avaient pas montré leur efficacité. En 1874, la République porte leur nombre à 23, les réorganise et renforce le rôle des stations-magasins.

Au début, plutôt une halte-repas

Créée en 1886, la station-magasin de Mantes-Gassicourt fait l'objet d'articles dans *le Journal de Mantes*.

Le 2 septembre 1891, deux régiments d'infanterie de marine de 800 soldats chacun et venant de Cherbourg, sont arrivés. « *La rapidité avec laquelle le repas est préparé et servi est surprenante. 109 fourneaux allumés, le train signalé, dix minutes suffisent pour assortir six cents rations de soupe avec viandes et légumes* ».

Le 11 septembre 1895, ravitaillement des 24 officiers et 693 hommes du 5^e régiment d'infanterie de marine. Le train est arrivé à 10h 59 pour repartir à midi 10. « *Nos braves marsouins ont tous profité de cet arrêt pour se laver à grandes eaux dans des baquets disposés à cet effet ; des marmites d'eau de source, remplies à l'avance, ont été distribuées à chaque wagon et chacun a pu remplir son bidon ; enfin, le buffet de la gare avait assuré (sur les quais de la Halte-repas) la vente du vin dans des conditions normales de prix* ».

Autre exemple de la célérité de la compagnie de la 22^e section de COMA : le 14 septembre 1898, du samedi au dimanche, les 18 trains du 3^e Corps d'Armée se sont arrêtés dans la Halte-repas. Les services de la ville ont pris les mesures nécessaires pour un service d'eau potable suffisant.

Le 2 août 1914, l'Allemagne déclare la guerre à la France. La Première Guerre mondiale débute. Pour ravitailler en vivres et en habillements les soldats, en fourrage les chevaux, en essence les moteurs, des trains de marchandises partent pour le front depuis les stations-magasins militaires. Elles sont au service des 25 corps d'Armée.

La France et le Conseil supérieur de la Guerre, dirigé par le général Joffre, évoque une guerre courte et victorieuse. Mais les Allemands occupent le Nord-Est du pays et l'Alsace-Moselle reste sous tutelle ennemie. Les troupes françaises battent en retraite jusqu'à la Marne.

La France entière est sous le choc et les morts et blessés français se dénombrent par milliers. Concernant la gare de Mantes-la-Jolie, les premiers trains français de blessés arrivent le 10 août 1914 dont, pour beaucoup, « *l'aggravation de leur état empêchent provisoirement de poursuivre leur route* », écrit le *Petit Mantais*. La compagnie des infirmiers et brancardiers militaires

est dépassée. Heureusement, La Croix-Rouge répond en nombre et en qualité, installée dans le buffet de la gare et dirigée par le docteur Dupont, son président et administrateur national.

Les grands blessés sont dirigés sur l'hôpital auxiliaire n°19. Normalement, un local était attribué dans l'école des filles de Mantes. Mais devant le nombre de patients, l'établissement scolaire entier fut réquisitionné et sont créés les hôpitaux auxiliaires n° 176 à Limay et n°27 Rosny-sur-Seine, communes voisines de Mantes-la-Jolie.

Le 26 août 1914, le *Petit Mantais* écrit que « *depuis dimanche, nombre de locomotives belges occupent nos voies de garage. Une centaine est restée à Mantes. Les autres, en nombre plus grand, vont partir vers Rouen et Cherbourg* ».

La station-magasin de Mantes-Gassicourt devient une structure militaire d'importance.

Station-magasin

La gare de Mantes-embranchement se situe stratégiquement sur une étoile ferroviaire par laquelle les trains de marchandises peuvent circuler vers les fronts du Nord et de l'Est du pays. De la même façon, elle va recevoir du Midi vinicole des wagons-citernes. D'ailleurs, lors de la grève générale des cheminots en 1898, son effectif avait été renforcé.

La station-magasin s'accote au dépôt de machines. Dans celui-ci une deuxième locomotive est en chauffe en cas de secours en ligne et le wagon d'outillages et de relèvement conforte l'astreinte de son équipe spécialisée.

De plus, la station-magasin va ravitailler les unités de réserve venant de Normandie, y compris les trains affrétés par les armées britanniques, et à partir de 1917 par les troupes des USA.

Enfin, halte-repas, elle recevait à quai des convois militaires de 400 mètres de long, avec 1 000 soldats à bord.

Dès le 1^{er} août 1914, premier jour de la mobilisation générale, à 17h 35, le ministre de la Guerre télégraphie le texte suivant aux maires des communes qui possèdent ce réseau de transmissions : « *Veillez aviser discrètement, sans publication, les propriétaires d'animaux de se tenir prêt à conduire leurs animaux au centre de réquisition, au premier ordre qui serait donné.* » Pour animaux, il est question de bovins et de porcs pour la viande, de chevaux, d'ânes et de mulets pour la cavalerie et les attelages.

C'est ainsi qu'Auguste Goust, député-maire de Mantes, informe ses concitoyens que la seule ville doit fournir, « *du 20^e au 48^e jour de la mobilisation générale* », les quantités suivantes pour le ravitaillement de l'Armée : 30 quintaux de riz ou de légumes secs, 26 quintaux 50 de lard, 200 quintaux de paille de blé, 350 quintaux d'avoine, 200 quintaux de seigle, orge ou maïs, 220 quintaux de son. Un troupeau de 10 000 bêtes à cornes doit être mis aussi à la disposition de la station-magasin. Ils pâtureront sur l'île-aux-Dames ou sur les prairies de Mantes-la-Ville.

Pour faire front à ces dispositions militaires, la station-magasin renforce considérablement son effectif, surtout que les soldats les plus jeunes de sa compagnie de 22^e section de COMA sont transférés au combat dans des régiments de ligne. Vont donc travailler dans la station magasin des territoriaux et des ouvriers coloniaux, des gens du cru sans emploi, enfin, au fur et à mesure du prolongement de la guerre, des militaires blessés en convalescence et d'autres trop traumatisés pour reprendre le combat.

Cela induit une main d'œuvre nombreuse pouvant poser quelques désagréments. Ainsi, la municipalité de Gassicourt vote une délibération devant l'afflux de militaires et de civils, célibataires en grande majorité, entre la station-magasin et la gare, le long du chemin de fer, dès le 25 novembre 1914. La mairie, de ce village de 2 100 habitants, règlemente la prostitution : « *Les débitants et tenanciers des maisons de débauche sont tenus de demander une autorisation (...) avant de recevoir régulièrement des femmes de mœurs légères ; ceci permettra d'ailleurs de les astreindre pratiquement aux visites sanitaires obligatoires.* »

Avec ce renforcement d'effectif, la station-magasin se prolonge de baraquements pour les loger et en son sein, s'élève une boulangerie d'armée. En outre, ses installations tournent à plein

régime. Les instructions du ministère de la Guerre oblige chaque station-magasin, rattachée à un corps d'armée, de fournir un nombre fixe de rations pour les hommes – pain, viandes, légumes secs et céréales, vin et eau de vie –, essence, graisse et huile pour les moteurs, mais aussi du fourrage, de l'orge et de l'avoine pour les chevaux, ânes et mulets.

En temps de paix, le ministère de la Guerre avait calibré chaque ration journalière à 1 300 calories, soit 700g de pain, entre 300 et 500 g de viande selon les affectations, 100 g de légumes secs, un bol de 50 g de soupe chaude, 80 gr de sucre et 36 gr de café torréfié. A partir de février 1916, les autorités militaires décident d'ajouter 25 gr de chocolat.

Pour cuire 1 000 rations individuelles, dites « *pains de munition* » : 560 kg de farine, 4 kg de sel, 6 kg de fleurage, 357 kg de bois et 360 litres d'eau. L'effectif disponible par four, dans l'idée de la guerre rapide et victorieuse, était de 2 brigades, l'une de jour, l'autre de nuit, avec un responsable, 2 pétrisseurs et un servant de four. Le pain transporté en chemin de fer, n'était chargé que 24 heures après sa sortie du four.

Dans la station, le nombre de fours passe à 16. Le pain est chargé à raison de 5.000 par wagon.

Pour chauffer les fours, chaque jour, 40 tonnes de bois sont brûlés. Le débit de la scierie mécanique ne suffit pas. Des hommes de corvée sont nécessaires pour scier et fendre le bois supplémentaire. A la station-magasin de Gassicourt, les prisonniers de guerre allemands sont affectés à cette tâche, sous la surveillance de territoriaux armés.

Autre préoccupation, le transport du vin et de l'eau-de-vie. Le vin est transvasé dans des tonneaux qui partiront pour la gare régulatrice. L'eau-de-vie est également envoyée au moyen de petits fûts.

Chaque jour, il est ainsi en moyenne expédié 675 hectolitres de vin et 60 hectolitres d'eau-de-vie par station-magasin.

« *Les circonstances de la guerre sont particulièrement propices à l'utilisation du vin (...). Il exalte les qualités de notre race, la bonne humeur, la ténacité, le courage* », ainsi s'exprime, en novembre 1914, le docteur Eugène Rousseaux, directeur de la Station œnologique de l'Yonne.

Les soldats reçoivent dans leur rationnement quotidien 25 cl de vin dès octobre 1914, deux quarts de litre en juillet 1916, trois quarts deux ans plus tard. L'eau-de-vie est également fournie, à hauteur d'un seizième de litre.

Un tel approvisionnement journalier nécessite un effort considérable de la part de l'Armée, qui devient un gestionnaire logisticien d'envergure. Soutenir le moral des troupes et garantir la solidité du front sont à ce prix.

Les autorités militaires laissent le buffet ambulant de la gare vendre du vin aux soldats sur les quais de la station-magasin, en surveillant toutefois le prix du litre.

Cependant le vin dépasse rarement les 9°. Dans le colloque tenu à Bordeaux sur les « *Vins et alcools pendant la Première Guerre mondiale* », il y est dit : « *il s'agit d'un vin rouge de qualité très médiocre, tantôt âpre, rêche, raboteux, tantôt aigrelet, acerbe, piquant. Le pinard mouillé, frelaté, bromuré, trafiqué, empesté est un gros vin rude, bourru, sans distinction, couramment coupé* ».

Côté viande, lors des pénuries, la conserve industrielle la remplace. Du « *singe* », disent d'elle les poilus. Dans un discours devant le conseil d'administration de sa conserverie, pour l'exercice 1914-1915, Arsène Saupiquet déclare : « *Nous avons livré à l'Intendance 6 782 966 boîtes, ce qui équivaut à une fourniture d'une valeur approximative de 10 millions de francs.* »

Côté soupe, elle est bien souvent arrivée en sachet dans les tranchées. La société *Maggi*, primée par le Grand Prix à l'Exposition franco-britannique de Londres en 1908, ouvre une succursale sur les bords de la Seine à Mantes, cette année-là, et à Bonnières en 1909. Elle passe des contrats avec l'Armée.

Mais cet accroissement des stocks de ravitaillement oblige à renforcer la surveillance militaire, jour et nuit, de la station-magasin. Des individus, surpris en flagrant délit de vol, sont arrêtés et condamnés durement.

La population civile des environs subit la pénurie alimentaire due aux réquisitions militaires et bientôt les cartes de rationnement. Les houillères du Nord et de l'Est occupées par l'Allemagne, le charbon et le bois de chauffage sont aussi des produits rares, surtout avec les réquisitions ordonnées pour l'Armée, notamment dans la région pour le fonctionnement de la station-magasin de Gassicourt.

Le contrôle de la production agricole est pratiqué. Le pain est rationné (300 g de 1 à 6 ans et 500 g au-delà), sa vente réglementée dès le 3 août 1917.

L'État fait voter une série de lois : 16 octobre 1915, taxation de la farine ; 20 avril 1916, taxation des denrées et des substances ; 30 octobre 1916, rationnement du sucre ; 6 mars 1917, taxation du beurre et du fromage ; 7 avril 1917, taxation du blé ; 1^{er} avril 1918, création de la carte individuelle d'alimentation ; 24 juin 1918, instauration de la carte de tabac ; le 6 mars 1917, taxation des fromages et du beurre. Le pétrole et l'essence sont aussi taxés.

Dans la ville de Mantes-la-Jolie, toutes les charcuteries sont fermées chaque vendredi à partir du mois de juillet 1918. La Première Guerre mondiale renforce la misère.

Ces difficultés quotidiennes entraînent une hostilité grandissante envers les travailleurs coloniaux, particulièrement envers les Maghrébins, à mesure que le conflit s'éternise. Le *Journal de Mantes* parle de « *Sidis* » envers ceux qui travaillent dans la station-magasin de Gassicourt. La population les accable de tous les maux et surtout de « *manger le pain des Français* ».

Pourtant, à la fin des hostilités, le Service d'organisation des travailleurs coloniaux (SOTC), dépendant du ministère de la Guerre, ne recense que 30 % d'Algériens et 25 % de Marocains et de Tunisiens sur 330 000 travailleurs coloniaux.

Or, en juillet 1918, le *Journal de Mantes* informe que, après les interventions des municipalités dans la région, « *le groupe des travailleurs coloniaux devra être rentré à son cantonnement avant 21h 30* ». Le 20 juillet, ils refusent de reprendre le travail. Ils évoquent de partir manifester en ville. Alertés, les gardes mobiles tirent : un mort et plusieurs blessés.

Le travail reprend, même si « *blancs* » et coloniaux se regardent en chiens de faïence, encore que parmi lesdits « *blancs* », Grecs, Portugais ou Italiens ne sont pas logés à la même enseigne que les Français. Parmi ces derniers, se dénombrent des soldats de la territoriale, des boulangers titulaires d'un sursis pour éviter le front, des militaires en convalescence et des ouvriers du cru sans emploi. Dans la station-magasin, œuvrent aussi des soldats trop traumatisés par les combats pour retourner à la guerre. Sans compter les hommes de la 22^e COMA.

Concernant le service de l'habillement, la station-magasin achemine par le rail des vêtements chauds, chemises et caleçons pour l'Armée. Depuis septembre 1914, devant l'absence d'emplois, la municipalité de Mantes a ouvert un atelier public. Au départ, 90 ouvrières sont présentes et la confection est en direction des familles nécessiteuses.

Mais de suite, l'atelier prend de l'importance et s'installe dans l'ancien couvent. Un contrat est passé avec les autorités militaires pour fournir le 3^e Corps d'armée dont le quartier-général est à Rouen. En novembre 1915, 30 000 chemises et 20 000 caleçons sont fournis à la station-magasin, en août 1915 : 80 000 chemises et 25 000 caleçons. A la fin de la guerre, 94 749 chemises et 759 484 caleçons ont été confectionnés soit dans l'atelier public soit par des ouvrières à domicile.

C'est la ville de Mantes qui achète les machines électriques nécessaires et le trésorier-payeur de l'Armée est chiche avec les salaires versés. De plus, il octroie des pénalités financières lorsque les conditions de réception ne respectent pas la stricte réglementation militaire.

La municipalité paye donc une partie des salaires des ouvrières. Sans cela, la paye serait vraiment trop basse. En novembre 1916, toutefois, un contrat est signé pour que « *les ouvrières*

soient assurées du travail jusqu'à la fin de la guerre » et les salaires sont un peu relevés par le trésorier-payeur du 3^e Corps d'armée.

Après un dernier troupeau de 10 000 bovins, acheminé depuis Limay jusqu'à des pâtures sur Mantes-la-Ville pour le camp retranché de Paris, survient l'Armistice du 11 novembre 1918.

Tous les civils de la station-magasin sont congédiés sur-le-champ, les militaires renvoyés dans leurs régiments d'origine, les coloniaux sur le port de Marseille pour y être rapatriés.

Les soldats de la 22^e section de COMA rangent le matériel et l'envoient par train ou par route à Versailles.

Bientôt, il ne demeure dans les lieux qu'un pâle effectif pour régler les affaires courantes, sous les ordres de Paul Éluard qui a rang de sous-lieutenant. En fin de compte, au printemps 1919, la station-magasin est désertée par l'Armée.

Or, les privations perdurent dans la population civile. Charbon et bois sont toujours rationnés et la carte de rationnement du pain existe toujours.

On se rue alors pour piller la station-magasin et dérober tout ce qu'on peut. Fenêtres et portes sont ainsi arrachées pour se chauffer. On maraude jusqu'au moindre morceau de charbon.

Alertée par ce saccage, l'Armée dépense 2 millions de francs pour enclore les installations. Mais les voies ferrées de la station-magasin ne peuvent être obstruées, le pillage en bonne et due forme continue.

Dans l'attente de leur rapatriement, des soldats indochinois y sont alors cantonnés. Cela ne dure pas, ces soldats coloniaux se rebellent et l'Armée admet que la station-magasin est inutilisable.

Le préfet de Seine-et-Oise songe à l'affecter à des services publics. La municipalité de Gassicourt soutient ce projet. Mais les pourparlers s'éternisent avec le ministère de la Guerre et le gouverneur militaire de Paris.

En fin de compte, une première fin de non-recevoir est actée le 4 novembre 1921. Gassicourt persiste dans sa demande, sans plus de succès le 14 septembre 1923 et le 5 mars 1924.

A cette date, la station-magasin est entièrement délabrée, tout en demeurant sous l'égide de l'intendance militaire.

On la reconstruit, un officier, un sous-officier, avec une petite garnison y sont cantonnés. Lors du banquet des anciens combattants d'octobre 1930, le commandant de la station-magasin s'entend dire qu'il fut « *glorieusement gazé, puis a assuré le ravitaillement des troupes de premières lignes et du pinard* ».

A l'approche de la Deuxième Guerre mondiale, une défense anti-aérienne s'y installe. La station-magasin reprend du service. Lors de la mobilisation générale du 2 septembre 1939, des réservistes sont appelés pour y constituer des stocks de vivres, d'essence et de fourrage. Certains sont de la classe 1911 et furent blessés lors de la Première Guerre mondiale.

Le bombardement aérien allemand du 8 juin 1940 tue 8 soldats de la 22^e section de COMA et une femme de Limay venue rendre visite à son époux mobilisé. Des blessés sont également relevés. La station-magasin est occupée par les Allemands.

Ils jouent le même rôle que les Français avec les convois militaires.

Le 17 avril 1944, puis le 7 mai 1944, les bombardements de l'aviation alliée, en prévision du débarquement en Normandie, anéantissent 85% le dépôt des machines. C'est le coup de grâce définitif pour la station-magasin de Gassicourt.

Après la Libération, elle est désaffectée par l'Armée. Le ministère de la Reconstruction prévoit à la place une zone industrielle.

Paul Éluard

Il est mobilisé comme infirmier, sous le nom de Grindel Paul Eugène, né à Saint-Denis, le 14 décembre 1895. La classe d'âge 1915 est appelée par anticipation en décembre 1914 à cause de l'hécatombe sur le front. Affecté au 22^e régiment d'infanterie coloniale, il devient infirmier

à la 22^e section de COMA de Gentilly. En 1916, il est infirmier à l'hôpital militaire Villemin de Paris, puis à l'hôpital-auxiliaire de Rosny-sur-Seine, en Seine-et-Oise.

En mai 1916, un décret prescrit l'envoi des soldats de l'auxiliaire dans la zone des combats. Le futur Paul Éluard se retrouve à l'hôpital militaire d'évacuation n°18, à une dizaine de kilomètres du front.

Il se porte volontaire pour participer au combat. Il est gravement blessé au sein du 95^e régiment d'infanterie dans la bataille de la Somme. Il est évacué vers l'hôpital n° 78 d'Amiens, le 20 mars 1917. Après sa convalescence, il rejoint son régiment dans les tranchées. Il tombe gravement malade et d'hôpital militaire en hôpital militaire, il est réformé du service armé sur le front.

Paul Éluard devient soldat à la 14^e section de COMA à Lyon en juin 1917.

Marié et père d'une petite-fille le 11 mai 1918, il est muté à la compagnie de la 22^e section des Coma cantonnée à la Station-magasin de Mantes-Gassicourt.

Là, il fait imprimer sur les presses du Journal Le Petit Mantais ses célèbres Poèmes pour la Paix, en juillet 1918 : « *Monde ébloui, Monde étourdi. / Toutes les femmes heureuses ont retrouvé leur mari, il revient du soleil/ Tant il apporte de chaleur. / Il rit et dit bonjour tout doucement/ Avant d'embrasser sa merveille. / Splendide, la poitrine cambrée légèrement/ Sainte ma femme, tu es à moi bien mieux qu'au temps/ Où avec lui, et lui, et lui, et lui, et lui, / je tenais un fusil, un bidon - notre vie ! (...)* ».

Il en adresse des exemplaires à *toutes les personnes engagées dans -et contre- la poursuite de la guerre* ». Paul Paulhan, intellectuel reconnu et pacifiste, mobilisé comme lui, répond à son envoi. Le poète Paul Éluard vient de naître.

Paul Éluard est démobilisé en 1919 avec le grade de sous-lieutenant en tant qu'officier d'administration de 3^e classe.

Sources : presse locale AD 78 ; archives militaires Seine-et-Oise AD 78 ; *Mantes et Mantes-la-Ville de 1789 à nos jours*, édité par le Grem. Textes dans les bulletins *Les Amis du Mantois*.